

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1921-1922

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE MAI 1922

FEUILLETON AU 10 JUIN 1922.

PÉTITIONS EXAMINÉES PAR LA COMMISSION.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|---|---|
| 1. | 1672. | Par pétition datée de Bruxelles, le 29 mars 1921,
Le président de l'Association professionnelle des
Négociants en grains émet le vœu de voir appliquer la
taxe de transmission d'une façon unique et uniforme.

<i>DÉCISION : Renvoi à la Commission chargée d'examiner la
proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 43
de la loi du 28 août 1921, relative à la taxe de trans-
mission.</i> |
| 2. | 1674. | Par pétition datée de Carnières, le 25 mars 1922,
Le conseil communal de Carnières demande qu'il ne
soit pas dressé de listes électorales pour les années où
il ne doit pas y avoir d'élections périodiques.

<i>DÉCISION : Renvoi à la Commission spéciale chargée d'exa-
miner les propositions de loi relatives à cet objet.</i> |
| 3. | 1676.
1683.
1690.
1704.
1726. | Par pétition datée de Bressoux, le 31 mars 1922,
Le conseil communal de Bressoux émet le vœu de
voir le Gouvernement prendre des mesures énergiques
pour obtenir le châtement de l'assassin d'un officier
belge en Allemagne occupée et garantir la sécurité de
nos compatriotes. |

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

Même pétition des président et secrétaire de la section de Hasselt de la Fédération nationale des Combattants, du conseil communal de Charleroi, des président et secrétaire de la Société royale des Ex-Sous-officiers de l'armée belge, à Liège et des président fédéral et secrétaire général de la Fédération nationale des Combattants, à Bruxelles.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre des Finances.*

4. 1678. Par pétition datée de Romerée, le 2 avril 1922,
Le sieur Collignon, Adolphe, ancien receveur communal à Romerée, se plaint d'avoir été injustement révoqué de ses fonctions et signale diverses illégalités qui auraient été commises à l'occasion de cette mesure disciplinaire.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.*

5. 1682. Par pétition datée de Termonde, le 8 avril 1922,
Le conseil communal de Termonde proteste contre les conditions auxquelles le commandement des bâtiments et constructions militaires veut remettre à cette ville des terrains militaires.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Défense Nationale.*

6. 1686. Par pétition datée de Binche, le 31 mars 1922,
1691. Le secrétaire du Syndicat des Propriétaires binchois,
1708. à Binche, émet certaines considérations au sujet de la
1709. loi sur les loyers.
1733. Même pétition des président et secrétaire du Syn-
1758. dicat des propriétaires de Hasselt, du sieur Noiret, à
1763. Liège, du sieur Lardinois, à Châtelineau, du conseil communal de Vilvorde, de la dame Fraiture, à Ixelles, des sieurs Roosens, Louis, à Couillet, Timmerman, H., à Boitsfort, des président et secrétaire de l'Union des Géomètres-experts de Bruxelles, des président et directeur de la Fédération nationale belge du Bâtiment et des Travaux publics, du sieur Thomas, Th., à Anderlecht.

DÉCISION : *Renvoi à la Section centrale chargée d'examiner le projet de loi portant révision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers.*

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

7.

1087.

Par pétition datée de Verviers, le 28 mars 1922,
Le président de la Fédération des Locataires de Verviers demande la prorogation de la loi sur les loyers jusqu'en 1930.

DÉCISION : Renvoi à la Section centrale chargée d'examiner le projet de loi portant revision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers.

8.

1689.
1741.

Par pétition datée de Saint-Gilles-lez-Bruxelles, le 6 avril 1922,

Le conseil communal de Saint-Gilles-lez-Bruxelles émet le vœu de voir le Gouvernement remplacer la Fête nationale du 4 août, anniversaire de la déclaration de guerre, par une Fête nationale à instituer le 11 novembre, anniversaire de l'armistice.

Même pétition du conseil communal de Grammont,

DÉCISION : Renvoi à la Section centrale ou à la Commission chargée d'examiner la proposition de loi portant que l'anniversaire de la journée du 11 novembre 1918 sera célébré chaque année comme fête officielle de la paix.

9.

1693.
1697.
1725.
1731.

Par pétition de Malines, sans date,
Les président et secrétaire du groupement des cafe-tiers, hôteliers de Malines demandent la revision de la loi sur l'alcool.

Même pétition d'Antoing et du canton de ce nom, d'Anvers, de Bastogne et environs, de Berchem, de Blankenberghe et environs, de Boom, de Borgerhout, de Bourg-Léopold, de la province de Brabant, de Bruges et environs, de Bruxelles, de l'arrondissement de Charleroi, de Dinant, de Eeckeren, de Flémalle, de Grammont, de Hasselt, de Huy, de Jemeppe, de Liège et environs, de Looz, de Mons et environs, de la province de Namur, d'Ostende et environs, d'Ougrée, de Sclessin, de Seraing, du canton de Sottegem, de Saint-Trond, du canton de Saint-Trond, de Tilleur, de l'arrondissement de Thuin, de Tongres, de Tournai, du Tourais, de Turnhout, de Val-Saint-Lambert, de l'arrondissement de Verviers, de Yvoz-Ramet.

DÉCISION : Renvoi à la Section centrale ou à la Commission qui sera chargée d'examiner la proposition de loi portant modifications aux lois du 29 avril 1919 sur le régime de l'alcool et concernant les débits de boissons fermentées.

- | Numéros
du
feuillet. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|----------------------------|--|--|
| 10. | 1699. | Par pétition datée d'Auderghem, le 18 avril 1922,
Le conseil communal d'Auderghem émet un avis favorable à l'installation d'une briqueterie sur le territoire de cette commune.

DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.</i> |
| 11. | 1703. | Par pétition datée de Bruxelles, le 15 avril 1922,
Les président le secrétaire général de la « Ligue de l'Industrie du bâtiment et des Travaux publics », à Bruxelles, demandent l'abrogation de la loi sur les loyers.

DÉCISION : <i>Renvoi à la Section centrale chargée d'examiner le projet de loi portant révision de la loi du 14 août 1920 sur les loyers.</i> |
| 12. | 1705.
1750. | Par pétition datée de Chapelle-lez-Herlaimont, le 18 avril 1922,
Le conseil communal de Chapelle-lez-Herlaimont émet un vœu en faveur de la séparation de l'Eglise et de l'État.
Même pétition d'habitants d'Andrimont, Dison, Dolhain, Ensival, Forest, Haine-St-Paul, Heusy, Hodimont, Lambermont, Pepinster, Petit-Rechain, Stembert, Verviers, Wegnez.

DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |
| 13. | 1710. | Par pétition datée de Wilryk, le 22 avril 1922,
Le sieur Koperberg, J., invalide de guerre, à Wilrijk, sollicite le relèvement du taux de sa pension.

DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Défense Nationale.</i> |
| 14. | 1712. | Par pétition d'Anvers, sans date,
Le sieur Mayné, J., à Anvers, père de soldat tué à l'ennemi, attire l'attention de la Chambre sur sa situation.

DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Défense Nationale.</i> |
| 15. | 1713. | Par pétition datée de Verviers, le 24 avril 1922,
Les sieurs Etienne Dombret, Joseph Dombret-Leclercq et Herman Dombret-David, à Verviers, solli- |

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

citent l'intervention de la Chambre dans une affaire de séquestre.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Affaires Économiques.*

16. 1715. Par pétition datée de Saint-Servais, le 15 avril 1922,
Le sieur Stiénon, à Saint-Servais, prie la Chambre d'ordonner une enquête sur les agissements de l'Administration de l'enregistrement dans une question de vente d'immeuble.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre des Finances.*

17. 1716. Par pétition daté de Bruxelles, le 14 avril 1922,
Les président et secrétaire de la Société générale des Pensionnés communaux de Bruxelles et extension, à Bruxelles, émettent le vœu de voir le Parlement voter :
1° une loi assurant aux agents des communes des traitements mis en concordance avec les nécessités actuelles de l'existence ;
2° une loi instituant une caisse générale des pensions en faveur des agents communaux, de leurs veuves et orphelins et assurant aux actuels pensionnés le bénéfice des dispositions prises en faveur des pensionnés de l'État.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre des Finances.*

18. 1718. Par pétition datée de Louvain, le 25 avril 1922,
Le sieur Van Winxtenhoven, détenu à la prison centrale de Louvain, sollicite la revision de sa condamnation.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

19. 1725. Par pétition datée de Mons, le 29 mars 1922,
Un vice-président et le secrétaire de la Conférence des bourgmestres de l'arrondissement de Mons émettent le vœu de voir retirer l'arrêté royal réglant le prix de l'électricité et du gaz.

DÉCISION : *Renvoi au Premier Ministre, Ministre des Finances.*

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 20. | 1724. | Par pétition datée de Saint-Servais, le 8 avril 1922,
Le sieur Stiénon, G., à Saint-Servais, proteste contre
l'octroi de secours-chômage.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du
Travail.</i> |
| 21. | 1727. | Par pétition datée d'Olloy, le 23 avril 1922,
Le sieur Auguste Pourfooz, à Olloy, sollicite l'interven-
tion de la Chambre pour être dispensé du paiement
de la taxe professionnelle.

<i>DÉCISION : Renvoi au Premier Ministre, Ministre des
Finances.</i> |
| 22. | 1728. | Par pétition datée de Pâturages, le 26 avril 1922,
Le sieur Bruniaux, J., secrétaire du Syndicat profes-
sionnel des Marchands de journaux de Mons et du
Borinage, à Pâturages, sollicite l'intervention de la
Chambre dans un différend avec le chef de gare de
cette ville.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer,
Marine, Postes et Télégraphes.</i> |
| 23. | 1732. | Par pétition datée d'Angleur, le 27 avril 1922,
Les présidente et secrétaire de la Ligue ouvrière
« Prévoyance et solidarité » des femmes d'Angleur,
demandent une réglementation plus sévère de la vente
de l'alcool.

<i>DÉCISION : Renvoi à la Section centrale ou à la Commis-
sion qui sera chargée d'examiner la proposition de loi por-
tant modifications aux lois du 29 août 1919 sur le régime
de l'alcool et concernant les débits de boissons fermentées.</i> |
| 24. | 1738. | Par pétition datée de Saint-Hubert, le 27 avril 1922,
L'Administration communale de Saint-Hubert pro-
pose la réduction de certains impôts en faveur des
familles nombreuses.

<i>DÉCISION : Renvoi au Premier Ministre, Ministre des
Finances.</i> |
| 25. | 1739. | Par pétition datée de Bruges, le 28 avril 1922,
Le sieur Huygebaert, D., à Bruges, sollicite l'interven-
tion de la Chambre dans une affaire de séquestra-
tion dont il se prétend victime.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i> |

- | Numéro
du
feuilleton. | Numéro
du registre des
pétitions. | |
|-----------------------------|---|--|
| 26. | 1740. | <p>Par pétition datée de Bruxelles, le 25 avril 1922,
Les président et secrétaire général de la Fédération Médicale belge, à Bruxelles, transmettent à la Chambre un ordre du jour concernant la répression des annonces d'ordre médical à caractère mensonger.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Justice.</i></p> |
| 27. | 1742. | <p>Par pétition datée de Mons, le 2 mai 1922,
Les président et secrétaire du Comité provincial du Hainaut de la Fédération Colombophile belge prient la Chambre de voter une disposition défendant aux provinces et aux communes de taxer les colombophiles.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi au Premier Ministre, Ministre des Finances.</i></p> |
| 28. | 1743. | <p>Par pétition datée de Dampremy, le 31 mars 1922,
Le conseil communal de Dampremy émet le vœu de voir le Gouvernement prendre les mesures nécessaires pour interdire aux instituteurs nommés dans une autre commune, d'abandonner leurs fonctions pendant l'année scolaire en cours.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Sciences et des Arts.</i></p> |
| 29. | 1744. | <p>Par pétition datée de Charleroi, le 4 mai 1922,
Les président et secrétaire de l'Association des Combattants de la Sambre, à Charleroi, demandent que la loi du 9 août 1919 sur les habitations à bon marché et toutes autres soient applicables à tous les citoyens sans distinction de classes.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.</i></p> |
| 30. | 1759. | <p>Par pétition datée de Beaumont, le 7 mai 1922,
1778. Le sieur Fays, Clovis, gendarme pensionné à Beau-
1783. mont, sollicite l'intervention de la Chambre pour
obtenir le paiement de dommages de guerre qui lui
seraient dus.
Même pétition du sieur Huybrechts, Théophile, à
Duffel, et du sieur Tresch, Albert, à Bilstain.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Affaires Économiques.</i></p> |

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

31. 1762. Par pétition datée de Bruxelles, le 13 mai 1922,
Les président et secrétaire-trésorier de la Chambre syndicale des Constructeurs de machines agricoles de Belgique émettent le vœu de voir les Chambres législatives accorder aux industriels le droit de disposer, sans surprime, de deux cents heures de travail supplémentaires par année et par ouvrier.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Industrie et du Travail.*
32. 1764. Par pétition datée de Saint-Gilles (Bruxelles), le 12 mai 1922,
Les président et secrétaire du Cercle des Intérêts du bas de Saint-Gilles protestent contre l'exécution de la Jonction Nord-Midi.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre des Finances.*
33. 1775. Par pétition datée Ledeborg, le 16 mai 1922,
La dame Palmyre Daenc, épouse Achille Haelstere, à Ledeborg, au nom du « Vlaamsche Vrouwenfront » demande le vote d'une loi d'amnistie.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
34. 1776. Par pétition sans date,
Le sieur Descamps, A., à Haine-Saint-Paul, demande le rétablissement de l'article 310 du Code pénal et le respect de la liberté d'association.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*
35. 1777. Par pétition datée de Waarschoot, le 15 mai 1922,
Le sieur Troch, Adam, receveur de l'enregistrement à Waarschoot demande une interprétation plus claire de l'article 20 de la loi établissant un impôt sur le revenu global.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre des Finances.*
36. 1784. Par pétition datée de Gembloux, le 23 mai 1922,
Le sieur Adolphe Legros, à Gembloux, prie la Chambre de voter une taxe sur les instruments de chirurgie venant d'Allemagne.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Premier Ministre, Ministre des Finances.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

37.

1798.

Par pétition datée de Moll, le 19 mai 1922,

Les membres de l'Association des Familles nombreuses de Moll sollicitent l'intervention de la Chambre pour que soit admis par le Ministre des Chemins de fer le système français pour la réduction à accorder, au point de vue transport, en faveur des familles nombreuses.

DÉCISION : Renvoi à *M. le Ministre des Chemins de Fer, Marine, Postes et Télégraphes.*



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

ZITTINGSJAAR 1921-1922.

COMMISSIE VOOR DE VERZOEKSCRIFTEN (MEI 1922)

LIJST TOT OP 10 JUNI 1922.

VERZOEKSCRIFTEN DOOR DE COMMISSIE ONDERZOCHT.

- | Nummers van de lijst. | Nummers van het register voor de verzoekschriften. | |
|-----------------------|--|---|
| 1. | 1672. | Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 29 Maart 1922,
Drukt de Voorzitter van de Vakvereniging der Graanhandelaars den wensch uit, dat de overdrachtsbelasting op eene éénige en eenvormige wijze worde toegèpast.

<i>BESLUIT : Te verwijzen naar de Commissie belast met het onderzoek van het wetsvoorstel tot wijziging van artikel 43 der wet van 28 Augustus 1921 betreffende de overdrachtsbelasting.</i> |
| 2. | 1674. | Bij verzoekschrift uit Carnières, gedagteekend 23 Maart 1922,
Vraagt de gemeenteraad van Carnières dat er geene kiezerslijsten worden opgemaakt voor de jaren waarin geene periodieke verkiezingen moeten plaats hebben.

<i>BESLUIT : Te verwijzen naar de bijzondere Commissie belast met het onderzoek van de daarop betrekking hebbende wetsvoorstellen.</i> |
| 3. | 1676.
1683.
1690. | Bij verzoekschrift uit Bressoux, gedagteekend 31 Maart 1922,
Drukt de gemeenteraad van Bressoux den wensch |

Nummers van de lijst. Nummers van het register van de verzoekschriften. r

1704. uit, dat de Regeering krachtige maatregelen neme om
1726. den moordenaar van een Belgisch officier in bezet Duitschland te doen straffen en de veiligheid van onze medeburgers te waarborgen.

Zelfde verzoekschrift vanwege den voorzitter en den secretaris der afdeling Hasselt van het Nationaal Strijdersverbond, vanwege den gemeenteraad van Charleroi, vanwege den voorzitter en secretaris der Koninklijke maatschappij der Oud-Onderofficieren van het Belgisch leger, te Luik, en vanwege den Bondsvoorzitter en den algemeenen secretaris van het Nationaal Strijdersverbond, te Brussel.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Financiën.

4. 1678. Bij verzoekschrift uit Romerée, gedagteekend 2 April 1922,

Beklaagt zich de heer Collignon, Adolphe, gewezen gemeenteontvanger, te Romerée, omdat hij onrechtmatig uit zijn ambt werd gezet en hij vestigt de aandacht op onderscheidene ongerechtigheden welke zouden gepleegd geweest zijn ter gelegenheid van dezen tuchtmaatregel.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.

5. 1682. Bij verzoekschrift uit Dendermonde, gedagteekend 8 April 1922,

Teekent de gemeenteraad van Dendermonde verzet aan tegen de eischen van het bevelhebberschap der militaire gebouwen en bouwwerken voor het teruggeven aan deze stad van militaire gronden.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Landsverdediging.

6. 1686. Bij verzoekschrift uit Binche, gedagteekend 31 Maart
1691. 1922,

1708. Brengt de Secretaris van het Syndicaat der Eigenaars,
1709. te Binche, sommige beschouwingen in 't midden, in
1733. zake de huishuurwet.

1758. Zelfde verzoekschrift vanwege den Voorzitter en den
1763. Secretaris van het Eigenaarssyndicaat, te Hasselt, vanwege den heer Noiret, te Luik, den heer Lardinois, te

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

Châtelineau, vanwege den gemeenteraad van Vilvoorde, vanwege mevrouw Fraiture, te Elsene, de heeren Roosens, Louis, te Couillet, Timmeeman, H. te Boschvorde, vanwege den voorzitter en den secretaris van de Vereeniging der deskundige Landmeters, te Brussel, vanwege den voorzitter en den bestuurder van het Belgisch Nationaal Verbond der Bouwnijverheid en der Openbare Werken, vanwege den heer Thomas, Th., te Anderlecht.

BESLUIT : Te verwijzen naar de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsontwerp tot herziening der wet van 14 Augustus 1920 op de huishuren.

7. 1687. Bij verzoekschrift uit Verviers, gedagteekend 28 Maart 1922,

Vraagt de Voorzitter van de « Fédération des Locataires », te Verviers, de verlenging der tijdsbestekking voor den geldigheidsduur der huishuurwet tot in 1930.

BESLUIT : Te verwijzen naar de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsontwerp tot herziening der wet van 14 Augustus 1920 op de huishuren.

8. 1689. Bij verzoekschrift uit Sint-Gillis-bij-Brussel, gedagteekend 6 April 1922,
1741.

Drukt de gemeenteraad van Sint-Gillis-bij-Brussel den wensch uit, dat de Regeering den Nationalen Feestdag van 4 Augustus, verjaring van de oorlogsverklaring, vervange door een Nationalen Feestdag op 11 November, verjaring van den wapenstilstand.

Zelfde verzoekschrift vanwege den gemeenteraad van Geeraardsbergen.

BESLUIT : Te verwijzen naar de Middenafdeeling of naar de Commissie die zal belast worden met het onderzoek van het wetsvoorstel waarbij de verjaring van den 11^{en} November 1918 elk jaar zal gevierd worden als het officieele feest van den Vrede.

9. 1693. Bij verzoekschrift, zonder dagteekening, uit Mechelen,
1697. Vragen de Voorzitter en den Secretaris van de groe-

Nummers van de lijst. Nummers van het register voor de verzoekschriften.

1725. peering der koffiehuishouders en hotelhouders, te
1731. Mechelen, de herziening van de wet op den alcohol.

Zelfde verzoekschrift uit Antoing en uit het kanton van dien naam, uit Antwerpen, uit Bastenaken en omstreken, uit Berchem, uit Blankenbergen en omstreken, uit Boom, Borgerhout, Leopoldsburg, uit de provincie Brabant, uit Brugge en omstreken, uit Brussel, uit het arrondissement Charleroi, uit Dinant, Eeckeren, Flemalle, Geeraardsbergen, Hasselt, Hoei, Jemeppe, uit Luik en omstreken, uit Borgloon, uit Bergen en omstreken, uit de provincie Namen, uit Oostende en omstreken, uit Ougrée, uit Sclessin, uit Seraing, uit het kanton Soltegem, uit Sint-Truiden, uit het kanton Sint-Truiden, uit Tilleur, uit het arrondissement Thuin, uit Tongeren, uit Doornik, uit het Doorniksche, uit Turnhout, uit Val-Saint-Lambert, uit het arrondissement Verviers, uit Yvoz-Ramet.

BESLUIT : Te verwijzen naar de Middenafdeeling of naar de Commissie die zal belast worden met het onderzoek van het wetsvoorstel tot wijziging der wet van 29 April 1919 betreffende het regiem van den alcohol en betreffende de stijterijen van geyste dranken.

10. 1699. Bij verzoekschrift uit Auderghem, gedagteekend 18 April 1922,

Brengt de gemeenteraad van Auderghem een gunstig advies uit voor de oprichting van een brikkenbakkerij op het grondgebied dezer gemeente.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.

11. 1703. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 15 April 1922,

Vragen de Voorzitter en de Algemeene Secretaris van den « Bond van het Bouwbedrijf en der Openbare werken », te Brussel, de intrekking van de huishuurwet.

BESLUIT : Te verwijzen naar de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het wetsontwerp tot herziening der wet van 14 Augustus 1920 op de huishuren.

12. 1708.
1750. Bij verzoekschrift uit Chapelle-lez-Herlaimont, gedagteekend 18 April 1922,

Nummers van de lijst. Nummers van het register voor de verzoekschriften.

Drukt de gemeenteraad van Chapelle-lez-Herlaimont een wensch uit voor de scheiding van Kerk en Staat.

Zelfde verzoekschrift vanwege inwoners van Andrimont, Dison, Dolhain, Ensival, Vorst, Haine-Saint-Paul, Heusy, Hodimont, Lambermont, Pepinster, Petit-Rechain, Stembert, Verviers, Wegnez.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

13. 1710. Bij verzoekschrift uit Wilryck, gedagteekend 22 April 1922,

Verzoekt de heer Koperberg, J., oorlogsinvalide, de verhooging van zijn pensioensbedrag.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Landsverdediging.*

14. 1712. Bij ongedagteekend verzoekschrift uit Antwerpen,

Vestigt de heer Mayne, J., te Antwerpen, vader van een bij den vijand gedood soldaat, de aandacht van de Kamer op zijn toestand.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Landsverdediging.*

15. 1713. Bij verzoekschrift uit Verviers, gedagteekend 24 April 1922,

Verzoeken de heeren Etienne Dombret, Joseph Dombret-Leclercq en Herman Dombret-David, te Verviers, de tusschenkomst der Kamer in eene zaak van sequester.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.*

16. 1715. Bij verzoekschrift uit Saint-Servais, gedagteekend 15 April 1922,

Verzoekt de heer Stiénon, te Saint-Servais, de Kamer, dat zij een onderzoek zou bevelen over de houding van het bestuur der registratie in een kwestie van verkoop van een onroerend goed.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Financiën.*

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

17. 1716. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 11 April 1922,

Drukken de Voorzitter en de Secretaris van de Algemeene Maatschappij der gemeentelijke gepensioneerden van Brussel en aanbouw, te Brussel, dat het Parlement zóu aannemen :

1° Eene wet waarbij aan de gemeenteambtenaren jaarwedden worden geschonken die in overeenkomst zijn gebracht met de huidige bestaansnoodwendigheden ;

2° Eene wet tot instelling eener algemeene pensioenkas ten voordeele der gemeenteambtenaren, van hunne weduwen en weezen, en waarbij aan de huidige gepensioneerden de bepalingen worden toegepast, die ten voordeele van de Staatsgepensioneerden werden genomen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Financiën.

18. 1718. Bij verzoekschrift uit Leuven, gedagteekend 23 April 1922,

Vraagt de heer Van Winxtenhove, opgesloten in de centrale gevangenis, te Leuven, de herziening van zijne veroordeeling.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.

19. 1723. Bij verzoekschrift uit Bergen, gedagteekend 29 Maart 1922,

Drukken de Ondervoorzitter en de Secretaris van de Conferentie der Burgemeesters van het arrondissement Bergen een wensch uit voor de intrekking van het Koninklijk besluit waarbij de prijs van de electriciteit en van het gaz wordt geregeld.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Financiën.

20. 1724. Bij verzoekschrift uit Saint-Servais, gedagteekend 8 April 1922,

Teekent de heer Stiénon, G., te Saint-Servais, verzet aan tegen het toekennen van den werklozen-onderstand.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid en Arbeid.

- | Nummers
van
de lijst. | Nummers
van het register voor
de verzoekschriften. | |
|-----------------------------|--|---|
| 21. | 1727. | <p>Bij verzoekschrift uit Olloy, gedagteekend 25 April 1922,</p> <p>Verzoekt de heer Auguste Pourfooz, te Olloy, de tusschenkomst van de Kamer ten einde van de betaling der bedrijfsbelasting te worden vrijgesteld.</p> <p><i>BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Financiën.</i></p> |
| 22. | 1728. | <p>Bij verzoekschrift uit Pâturages, gedagteekend 26 April 1922,</p> <p>Verzoekt de heer Bruniaux, J., secretaris van het beroepssyndicaat der dagbladverkoopers van Bergen en van den Borinage, te Pâturages, de tusschenkomst van de Kamer in het geschil met den statieoverste dezer stad.</p> <p><i>BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Spoorwegen, Zeewezen, Posterijen en Telegrafien.</i></p> |
| 23. | 1732. | <p>Bij verzoekschrift uit Angleur, gedagteekend 27 April 1922,</p> <p>Vragen de Voorzitster en de Secretaresse van den arbeidstersbond « Prévoyance et Solidarité » der vrouwen van Angleur een strengere regeling van den alcoholverkoop.</p> <p><i>BESLUIT : Te verwijzen naar de Middenafdeeling of naar de Commissie die zal belast worden met het onderzoek van het wetsvoorstel tot wijziging der wet van 29 Augustus 1919 op het regiem van den alcohol en betreffende de slijterijen van gegiste dranken.</i></p> |
| 24. | 1738. | <p>Bij verzoekschrift uit Saint-Hubert, gedagteekend 27 April 1922,</p> <p>Stelt het gemeentebestuur van Saint-Hubert voor, sommige belastingen te verminderen ten voordeele van de talrijke gezinnen.</p> <p><i>BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Financiën.</i></p> |
| 25. | 1739. | <p>Bij verzoekschrift uit Brugge, gedagteekend 28 April 1922,</p> <p>Verzoekt de heer Huygebaert, D., te Brugge, de</p> |

Nummers van de lijst. Nummers van het register voor de verzoekschriften.

tusschenkomst van de Kamer in eene zaak van sequestratie, waarin hij beweert het slachtoffer te zijn.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

26. 1740. Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 25 April 1922,

Maken de Voorzitter en de Algemeene Secretaris van het Belgisch Geneeskundig Verbond, te Brussel, aan de Kamer een motie over, betreffende de beteugeling der leugenachtige advertentiën van medischen aard.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Justitie.*

27. 1742. Bij verzoekschrift uit Bergen, gedagteekend, 2 Mei 1922,

Verzoeken de Voorzitter en de Secretaris van het provinciaal Comité van Henegouw der « Fédération Colombophile belge » de Kamer, dat zij eene bepaling goedkeure waarbij het aan de provinciën en aan de gemeenten verboden wordt de duivenliefhebbers te belasten.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Financiën.*

28. 1743. Bij verzoekschrift uit Dampremy, gedagteekend 31 Maart 1922,

Drukt de gemeenteraad van Dampremy den wensch uit, dat de Regeering de noodige maatregelen zou nemen om aan de in een andere gemeente benoemde onderwijzers te verbieden, hunne betrekkingen gedurende het loopende schooljaar te verlaten.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Wetenschappen en Kunsten.*

29. 1744. Bij verzoekschrift uit Charleroi, gedagteekend 4 Mei 1922,

Vragen de Voorzitter en de Secretaris van de Oudstrijders-Vereeniging der Sambre, te Charleroi, dat de wet van 9 Augustus 1919 op de goedkope woningen en alle overige wetten op alle burgers zonder onderscheid van klassen worden toegepast.

BESLUIT : *Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid en Arbeid.*

- | Nummers
van
de lijst. | Nummers
van het register voor
de verzoekschriften. | |
|-----------------------------|--|---|
| 30. | 1789.
1778.
1783. | <p>Bij verzoekschrift uit Beaumont, gedagteekend 7 Mei 1922,</p> <p>Vraagt de heer Fays, Clovis, gepensionneerd gendarin, te Beaumont, de tusschenkomst van de Kamer ten einde de hem verschuldigde oorlogsschadeloosstelling te doen uitkeeren.</p> <p>Zelfde verzoekschrift vanwege den heer Huybrechts, Theophile, te Duffel en vanwege den heer Tresch, Albert, te Bilstain.</p> <p><i>BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Economische Zaken.</i></p> |
| 31. | 1762. | <p>Bij verzoekschrift uit Brussel, gedagteekend 13 Mei 1922,</p> <p>Drukken de Voorzitter en de Secretaris-kashouder van den syndicale kamer der bouwers van landbouwmachines van België den wensch uit, dat de wetgevende Kamers aan de nijveraars het recht verleenen om, zonder overpremie, te beschikken over twee honderd bijkomende arbeid suren per jaar en per arbeider.</p> <p><i>BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Nijverheid en Arbeid.</i></p> |
| 32. | 1764. | <p>Bij verzoekschrift uit Sint-Gilles (Brussel), gedagteekend 12 Mei 1922,</p> <p>Teekenen de Voorzitter en de Secretaris van den « Cercle des Intérêts du bas de Saint-Gilles » verzet aan tegen de uitvoering van de verbinding Noord-Zuid.</p> <p><i>BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Financiën.</i></p> |
| 33. | 1775. | <p>Bij verzoekschrift uit Ledeberg, gedagteekend 16 Mei 1922,</p> <p>Vraagt Mev. Palmyre Daene, echtgenoot Achille Haelstere, te Ledeberg, namens « Het Vlaamsche Vrouwenfront », de goedkeuring eener amnestiewet.</p> <p><i>BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.</i></p> |
| 34. | 1776. | <p>Bij ongedagteekend verzoekschrift,</p> <p>Vraagt de heer Descamps, A., te Haine-Saint-Paul, de wederinvoering van artikel 310 van het Strafwet-</p> |

Nummers
van
de lijst.

Nummers
van het register voor
de verzoekschriften.

boek alsmede de eerbiediging der vrijheid, van vereeniging.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Justitie.

35. 1777. Bij verzoekschrift uit Waarschoot, gedagteekend 15 Mei 1922,

Vraagt de heer Troch, Adam, ontvanger der Registratie, te Waarschoot, een klaardere toelichting van artikel 20 der wet tot vestiging van eene belasting op het globaal inkomsten.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Financiën.

36. 1784. Bij verzoekschrift uit Gembloers, gedagteekend 23 Mei 1922,

Verzoekt de heer Adolphe Legros, te Gembloers, de Kamer dat zij een taxe aanneme op de uit Duitschland komende heekkundige instrumenten.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Eersten Minister, Minister van Financiën.

37. 1798. Bij verzoekschrift uit Moll, gedagteekend 19 Mei 1922,

Vragen de leden van de Vereenigingen der Talrijke Gezinnen, te Moll, dat de Kamer tusschenbeide kome opdat door den Minister van Spoorwegen het Fransche stelsel worde aangenomen in zake de prijsvermindering op het vervoer toe te staan aan de talrijke gezinnen.

BESLUIT : Te verwijzen naar den Minister van Spoorwegen, Zeewegen, Posterijen en Telegrafien.